



## **Pacte international relatif aux droits civils et politiques**

Distr. générale  
24 juin 2008  
Français  
Original : anglais

---

### **Réunion des États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques**

#### **Compte rendu analytique de la 2524<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 26 mars 2008

*Président :* M. Rivas Posada

### **Sommaire**

Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 40 du Pacte (*suite*)

Deuxième rapport périodique de l'ex-République yougoslave de Macédoine  
(*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

08-28557 (F)



*La séance est ouverte à 15 h 4.*

**Examen des rapports présentés les États parties  
en application de l'article 40 du Pacte (suite)**

**Deuxième rapport périodique de l'ex-  
République yougoslave de Macédoine  
(CCPR/C/MKD/2 et CCPR/C/MKD/Q/2) (suite)**

1. *À l'invitation du Président, les membres de la délégation de l'ex-République yougoslave de Macédoine prennent place à la table du Comité.*

2. **M<sup>me</sup> Geleva** (ex-République yougoslave de Macédoine), se référant à la question du non-refoulement, dit que des réfugiés roms, ashkali et égyptiens du Kosovo résident dans son pays depuis la crise des réfugiés de 1999. Certains n'ont pas obtenu le statut de réfugié et chaque demande de statut a été traitée conformément à la loi. Il n'a été procédé à aucun rapatriement forcé et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) n'est venu en aide qu'aux réfugiés qui ont choisi librement de rentrer au Kosovo.

3. Pour ce qui est des procédures inappropriées en deuxième instance, les projets d'amendement de la loi relative à la procédure administrative générale ont été adoptés et la loi sur l'asile et la protection temporaire sera modifiée en conséquence, ce qui permettra aux réfugiés déboutés d'introduire un recours auprès du Tribunal administratif, et non plus de la Commission gouvernementale de deuxième instance.

4. Le HCR a confirmé que les demandeurs d'asile n'ont pas fait l'objet d'une discrimination fondée sur leur origine ethnique et que tous ceux qui n'ont pu rentrer en toute sécurité au Kosovo sont restés en Macédoine et ont reçu une aide de ses services et du Gouvernement.

5. En ce qui concerne l'affaire *al-Masri*, l'enquête a été exhaustive. M. al-Masri a été retenu à la frontière pendant que la police vérifiait si son passeport n'avait pas été falsifié. Un complément d'enquête du Ministère de l'intérieur n'a pas permis d'obtenir davantage d'information.

6. Abordant ensuite la question de la discrimination à l'égard des Roms, l'intervenante dit qu'un plan d'action, financé conjointement par le Gouvernement et les donateurs internationaux et traitant de questions telles que l'accès des Roms à l'éducation, aux services

de santé et à l'emploi, est en cours d'exécution dans le cadre de la Décennie des Roms. Elle dit espérer qu'il continuera à donner de bons résultats. L'ex-République yougoslave de Macédoine est fière de sa communauté rom, qui est bien représentée dans la sphère politique. Un certain nombre d'organisations non gouvernementales, s'efforcent de résoudre les problèmes complexes auxquels les Roms sont confrontés.

7. La définition juridique du viol est une question extrêmement importante. Les observations du Comité à ce sujet seront prises en compte par le Ministre de la justice lorsque le Code pénal sera révisé.

8. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine) confirme qu'il sera tenu compte du débat sur la définition juridique du viol lors de la révision du Code pénal, qui sera adopté à la fin de 2008. Il pense pouvoir affirmer, en sa qualité d'ancien Procureur public, que la question a été soulevée au bon moment.

9. **M. Zafirovski** (ex-République yougoslave de Macédoine), abordant la question de l'accès des mécanismes de contrôle de la police, dit que la loi sur la police dispose que les citoyens peuvent déposer plainte lorsqu'ils sont maltraités par des policiers. Dans le passé, bon nombre des plaintes étaient déposées auprès du Secteur du contrôle interne et des normes professionnelles (SCINP) par les organisations internationales. Depuis l'adoption de nouvelles normes opérationnelles, l'an passé, ces organisations déposent moins de plaintes, ce qui indique un regain de confiance dans les mécanismes de contrôle de la police. Le SCINP s'est engagé à tirer chaque affaire au clair 30 jours au plus tard après le dépôt de la plainte et à informer le plaignant par écrit des résultats de son enquête.

10. **M. O'Flaherty** a conclu à juste titre que les victimes de la traite d'êtres humains recevaient des indemnités minimales mais il faut bien voir que l'obligation juridique de les dédommager est un fait récent en ex-République yougoslave de Macédoine. L'intervenante dit espérer que les deux premières indemnisations encourageront les tribunaux et la police à traiter la question avec plus de sérieux.

11. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que la loi sur l'amnistie, qui a été adoptée à un certain moment de l'histoire du pays pour répondre à un problème politique précis, est limitative en termes de durée et de champ d'action et n'est pas

applicable aux affaires mentionnées par le Comité. Pour ce qui est des affaires dont le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a considéré qu'elles ne relevaient pas de sa compétence, le Gouvernement exécute, en coopération avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à l'intention des juges et des procureurs publics, un programme de formation d'un an qui leur permettra de les traiter correctement. Le Gouvernement a également adopté une loi sur la coopération avec le Tribunal. Une salle d'audience équipée d'installations modernes permet d'interroger les témoins qui ne souhaitent pas que leur identité soit révélée.

12. **M. Zafirovski** (ex-République yougoslave de Macédoine), prenant la parole au sujet de la façon dont la police traite les Roms, dit que celle-ci applique des procédures standard et traite tous les groupes ethniques sur un pied d'égalité. Le SCINP a sanctionné les policiers dont il a été établi qu'ils n'avaient pas suivi ces procédures dans l'exercice de leurs fonctions. La police a reçu pour instruction de prêter une attention particulière aux groupes historiquement marginalisés tels que les Roms et de nouer de solides relations de travail avec les organisations non gouvernementales (ONG) s'occupant des questions concernant les Roms. Le SCINP travaille dans la transparence et affiche des informations sur ses activités sur le site Web du Ministère de l'intérieur.

13. **M. O'Flaherty** se félicite des réponses utiles de la délégation, dont la plupart fournissent une quantité d'informations impressionnante sur la façon dont le Gouvernement traite les problèmes difficiles. Il suggère que la délégation propose au Gouvernement de créer un organe indépendant de contrôle de la police, ce que de nombreux pays se sont félicités d'avoir fait. Il est impressionné par les travaux que l'État partie a menés dans le domaine de la traite mais souhaite obtenir des informations supplémentaires sur ce qu'il fait pour modifier l'opinion publique, promouvoir des changements sociaux et établir un cadre disciplinaire à l'usage des policiers et des autres agents des pouvoirs publics relativement à cette question.

14. L'intervenant n'est pas très satisfait de la position du Gouvernement sur l'affaire *al-Masri* et espère que la délégation réexaminera la question et répondra à ses questions, oralement ou par écrit. Le Comité ne peut être laissé dans l'ignorance en ce qui concerne cette affaire parce qu'elle a soulevé de nombreux problèmes

ayant un lien direct avec le Pacte. Celui-ci prévoit l'établissement d'un véritable dialogue pour promouvoir la protection, dans les États parties, des droits qu'il définit mais un tel dialogue est impossible si, confronté à des allégations dérangeantes, le Gouvernement refuse d'examiner les questions qu'elles soulèvent.

15. **M. Amor** se félicite des réponses de la délégation, en ce qui concerne en particulier la question du viol, et prie la délégation de répondre par écrit au Comité au sujet de l'application, par l'État partie, de l'article 11 du Pacte.

16. **M. Sánchez-Cerro** dit que l'explication de la délégation concernant l'organisme public chargé de s'occuper des demandes d'asile n'est pas claire. La délégation devrait expliquer quelle est la composition des commissions gouvernementales de première et de deuxième instances créées par le Gouvernement, qui semblent être constituées des mêmes membres. Si tel est le cas, cela nuit à l'instruction des dossiers et peut aboutir dans certains cas à ce que les demandeurs d'asile soient renvoyés dans leur pays, au péril de leur vie.

17. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine), se référant à la traite d'êtres humains, dit que le Gouvernement exécute, en coopération avec la Commission européenne et le Gouvernement italien, un programme de formation sur la lutte contre la criminalité organisée et la corruption. Des négociations sont en cours, qui visent à faire du pays le centre régional de coordination de la lutte contre la traite d'êtres humains et des activités connexes. La délégation de l'ex-République yougoslave de Macédoine fournira ultérieurement, par écrit, d'autres explications sur la prévention de la traite et l'application de l'article 11 du Pacte.

18. **M. Zafirovski** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que dans le cadre d'un projet financé par l'OSCE et auquel participent des experts du SCINP, le Bureau du Procureur public et l'Ombudsman analysent actuellement les mécanismes de contrôle de la police existants. Ce projet, qui a été lancé il y a six mois, en est à son stade final. À partir de ses résultats et des données d'expérience de pays ayant un système juridique comparable à celui de la République, un système de contrôle de la police indépendant et donc extérieur à la police sera établi.

19. **M<sup>me</sup> Trencavska** (ex-République yougoslave de Macédoine) répondant à la question relative aux personnes déplacées, dit que, selon un rapport du Ministère du travail et des politiques sociales établi en 2001, il y a 778 personnes déplacées dans son pays. Le Gouvernement continue à leur venir financièrement en aide et a offert un logement à toutes celles qui étaient hébergées dans des centres d'accueil; 202 d'entre elles ont accepté son offre.

20. En ce qui concerne l'état des installations où les personnes déplacées de la région de Lipkovo sont hébergées, une délégation du Gouvernement s'est rendue dans cette région et s'est entretenue avec les personnes déplacées et les rapatriés. Certaines personnes déplacées ont refusé l'offre que le Gouvernement a faite de reconstruire les maisons endommagées restantes parce qu'elles préféreraient se prévaloir de la possibilité de se faire indemniser au titre des dégâts causés par la crise de 2001.

21. **M<sup>me</sup> Geleva** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que c'est la Cour suprême, et non la Commission gouvernementale de deuxième instance, qui a pris la décision finale de rejeter les demandes d'asile. Il est possible que des membres de la Commission soient des fonctionnaires du Ministère de l'intérieur. La Cour suprême a confirmé la décision de la Commission concernant plus de 300 personnes du Kosovo mais ces personnes ne sont pas retournées au Kosovo à cause de l'insécurité qui y règne.

22. **M. Zafirovski** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit qu'aucun des membres de la juridiction inférieure n'est membre de la Cour d'appel.

23. **M<sup>me</sup> Atanasova** (ex-République yougoslave de Macédoine), répondant à la question 14 de la liste des questions, dit que le programme public de prévention et de répression de la corruption et le plan d'action dont il est assorti prévoient de renforcer la prévention de la corruption dans le système judiciaire, notamment au moyen du projet de loi concernant le Bureau du Procureur public. La procédure d'élection des juges et des procureurs publics a été dépolitisée, les nouvelles technologies de l'information permettront de promouvoir la transparence, le système judiciaire dispose d'un système de contrôle interne et un service du Ministère de la justice est chargé de contrôler l'action des agents de la force publique, des notaires et des médiateurs.

24. Le nombre des affaires judiciaires en souffrance a été réduit de 6,4 % depuis 2005, comme suite à l'adoption de la loi sur la procédure civile et de la loi sur la procédure pénale, et la nouvelle loi sur la médiation prévoit la création d'un mécanisme de règlement à l'amiable des différends civils, économiques et professionnels. La loi sur les infractions mineures fait obligation aux autorités d'harmoniser les amendes relatives auxdites infractions, et les modifications apportées à la Constitution de 2005 habilite les organismes administratifs à sanctionner certains délits; il peut être fait appel des décisions de ces organismes auprès de la Cour administrative qui vient d'être créée.

25. Une décision prise en 2005 va permettre de remédier à l'absence, dans les tribunaux, de traducteurs et d'interprètes dans les langues albanaise et turque et dans les autres langues locales. Aux termes de cette décision, des traducteurs et des interprètes des communautés concernées pourront en effet, après avoir reçu une formation adéquate, être employés dans les services administratifs publics et dans les tribunaux. L'Agence européenne pour la reconstruction a financé un programme de formation de neuf mois à l'intention de 99 diplômés des universités, dont 61 sont actuellement employés dans l'administration et 38 dans les tribunaux. La loi sur la procédure pénale et la loi de 2005 sur la procédure administrative générale reconnaissent à chacun le droit de recourir aux services d'un interprète lorsqu'il comparaît devant un tribunal ou a affaire à des organes administratifs.

26. **M<sup>me</sup> Geleva** (ex-République yougoslave de Macédoine), prenant la parole au sujet de la liberté de religion, dit que la loi sur le statut juridique des Églises, des communautés religieuses et des groupes religieux, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2008, apporte une réponse aux préoccupations exprimées au sujet des articles 5 et 8 de la loi précédente sur les communautés religieuses et les groupes religieux et qu'elle aligne le droit interne sur l'article 9 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les restrictions imposées aux activités religieuses de ressortissants étrangers ont été levées et les procédures d'enregistrement ont été simplifiées. Les Églises, les communautés religieuses et les groupes religieux seront donc maintenant en mesure de se faire enregistrer comme entités légales en soumettant la documentation appropriée au tribunal de première

instance de Skopje. Ils seront inscrits sur un registre unique accessible au public.

27. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que tous les groupes religieux du pays ont appuyé l'adoption de la nouvelle loi, qui respecte les normes élevées fixées par la Cour européenne des droits de l'homme et est conforme au droit à la liberté de pratique religieuse garanti par la Constitution. Il estime que la tolérance religieuse est un fait acquis dans son pays.

28. **M<sup>me</sup> Geleva** (ex-République yougoslave de Macédoine), abordant la question de la liberté d'opinion et d'expression, dit qu'aux fins de l'harmonisation du droit interne avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, la diffamation et l'insulte ont été dépenalisées et ne sont plus passibles de la peine d'emprisonnement et que ceux qui commettent des infractions ne peuvent plus être poursuivis d'office par l'État.

29. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit qu'aux termes de la nouvelle législation, la diffamation et l'insulte ne donnent lieu à poursuite que lorsqu'elles font l'objet d'une plainte. Elles sont passibles d'une amende et du versement d'une indemnité au plaignant. Jusqu'à présent, la plupart des poursuites concernent des journalistes accusés de calomnie.

30. **M<sup>me</sup> Geleva** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que la question de l'incitation à la haine raciale a été étudiée longuement par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en 2007 lorsqu'il a examiné le rapport unique (valant quatrième à septième rapports périodiques) présenté par le pays (CERD/C/MKD/7). En 2007, il y a eu trois poursuites en application de l'article 137 du Code pénal; l'intervenante est d'avis qu'il n'y en a pas eu davantage parce que la discrimination raciale et religieuse ne pose pas de graves problèmes dans son pays.

31. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine), répondant à la question 19 de la liste des questions, dit que les irrégularités électorales qui donnaient précédemment une piètre idée du gouvernement de son pays ont été totalement éliminées.

32. **M<sup>me</sup> Atanasova** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que 14 des 19 affaires judiciaires relatives à des irrégularités électorales ont été jugées, que 2 sont encore en instance de jugement et qu'en ce qui concerne les 3 autres, les inculpations ont été levées. Elle précise que sur les 28 condamnations prononcées, 11 ont été confirmées en appel et que, dans les deux affaires qui ont reçu le plus de publicité, les défenseurs ont été condamnés à des peines d'emprisonnement allant de six mois à trois ans.

33. Depuis 2005, le Ministère de la justice s'emploie, en collaboration avec des ONG et d'autres représentants de la société civile, à réviser la législation pertinente. Des projets d'amendement au code électoral, portant sur le « vote familial » (en vertu duquel les hommes votent pour leurs épouses), le vote par procuration, le financement des campagnes électorales et le signalement des irrégularités sont sur le point d'être adoptés par le Parlement.

34. **M<sup>me</sup> Geleva** (ex-République yougoslave de Macédoine), s'exprimant au sujet des droits des personnes appartenant à des minorités, dit que le Gouvernement est fermement déterminé à instaurer une démocratie multiethnique. En vertu de l'Accord-cadre de 2001, la Constitution a été soumise à plusieurs modifications tendant à ce que les membres des groupes ethniques non majoritaires puissent être recrutés dans la fonction publique. Une stratégie visant à assurer une représentation équitable a été adoptée en 2007 et il a été demandé à tous les ministères d'en établir un plan d'application. Au cours de l'année écoulée, 545 membres des minorités ethniques ont été recrutés, ce qui porte à 12 530 le nombre total des membres de ces minorités qui ont intégré la fonction publique. Certains ministères ont progressé davantage que d'autres; les membres des groupes ethniques non majoritaires constituent 30 % des effectifs de l'armée, 17 % de ceux de la police et 24 % de ceux du Ministère des affaires étrangères. Il est cependant pris soin de ne recruter que des personnes suffisamment instruites, indépendamment de leur appartenance ethnique.

35. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que la nouvelle loi sur les quotas et le projet de loi sur le Bureau du Procureur public, qui doit être adopté, réduiront la durée de l'expérience professionnelle exigée des membres des groupes ethniques non majoritaires pour qu'ils puissent être nommés à certains postes : de 5 ans à 3 ans, pour un poste de juge; de 8 ans à 5 ans, pour un poste de

procureur public; et de 12 ans à 8 ans, pour un poste de juge à la Cour suprême. Les nouvelles procédures favoriseront également la nomination de jeunes de tous les groupes ethniques ayant une formation de haut niveau.

36. **M. Zafirovski** (ex-République yougoslave de Macédoine), répondant à la question 21 de la liste des questions, dit que de nombreux Roms ne sont pas enregistrés comme citoyens. La plupart d'entre eux sont nomades et n'ont pas de domicile fixe et, de toute façon, ne savent pas qu'ils doivent régulariser leur situation. De ce fait, ils sont dans l'incapacité d'exercer leur droit de vote et n'ont pas accès aux services publics de santé, de sécurité sociale et d'éducation.

37. En 2007, le Ministère de l'intérieur s'est employé, en collaboration avec trois ONG roms, à organiser une campagne destinée à inciter les Roms à présenter tous les documents personnels en leur possession de façon qu'on puisse leur délivrer des papiers d'identité. Seuls 12 d'entre eux l'ont fait; leurs demandes ont toutes été traitées. Un autre projet est en train d'être élaboré en coopération avec le HCR, et le Gouvernement prévoit que le problème sera réglé avant qu'il présente son prochain rapport.

38. **M<sup>me</sup> Geleva** (ex-République yougoslave de Macédoine), répondant à la question 22 de la liste des questions, dit que le Bureau du Médiateur a confirmé qu'il n'y avait pas eu de plaintes au sujet du droit d'utiliser les langues minoritaires dans les administrations locales. Ces langues sont utilisées officiellement dans deux municipalités, celle de Gostivar (langue turque) et celle de Kursevo (langue vlah).

39. **M. Azizi** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que les enfants des communautés turques et serbes peuvent recevoir un enseignement dans leur langue dans les écoles primaires et secondaires, ce qui n'est pas le cas pour ceux des communautés rom, vlah et bosniaque. Cependant, comme suite à la réforme de l'éducation qui a porté la durée de l'enseignement primaire de huit ans à neuf ans, les élèves roms, vlachs et bosniaques ont désormais la possibilité de recevoir deux heures d'enseignement par semaine dans leur langue maternelle. Le Ministère de l'éducation et de la science se prépare à offrir aux enseignants la possibilité d'apprendre les langues non majoritaires, le Bureau du

développement de l'éducation dispense des services consultatifs et les services d'inspection du Ministère de l'éducation et de la science s'assurent de la qualité de l'enseignement.

40. Diverses initiatives éducatives ont été prises dans le cadre de la Décennie des Roms (2005-2015). Depuis janvier 2001, le Ministère de l'éducation et de la science a élaboré une stratégie et un plan d'action nationaux en faveur des Roms, fait distribuer des matériaux dans tous ses services et créé une équipe de travail spéciale chargée de faire appliquer le plan d'action. Il a octroyé des bourses à 30 élèves roms en en assouplissant les conditions d'octroi et s'efforce d'inciter les parents des élèves roms à s'affilier aux associations de parents et d'enseignants. Un établissement secondaire a été créé dans la seule municipalité rom du pays et l'inscription de 918 élèves roms dans les autres établissements secondaires a été facilitée. Le pourcentage considéré comme permettant d'assurer une représentation équitable des enfants des communautés non majoritaires dans les établissements secondaires a été revu à la hausse – il est passé de 2,6 % à 4 % –, sans que la sélection des autres élèves en fonction de leur mérite ait eu à en souffrir.

41. Un enseignement facultatif dans la langue rom est dispensé dans cinq établissements et des efforts sont faits actuellement pour prévenir la ségrégation des écoliers roms dans les établissements primaires et secondaires. Dans les universités, un département d'études roms a été créé et l'étude de la communauté rom fait partie du programme de formation des enseignants. D'autres propositions visant à faire croître le taux de scolarisation des écoliers roms ont été présentées au Gouvernement; il a notamment été proposé d'établir des manuels sur la langue et la culture roms.

42. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine) ajoute que conformément à un nouveau programme intitulé « Un ordinateur pour chaque enfant », le Gouvernement a alloué les fonds nécessaires à l'achat de 100 000 ordinateurs, qui sont en train d'être installés dans les établissements primaires et secondaires et doivent faciliter l'apprentissage scolaire.

43. **M<sup>me</sup> Geleva** (ex-République yougoslave de Macédoine), répondant à la question 24 de la liste des questions, dit que le Gouvernement a fait paraître des publications sur les instruments régionaux et

internationaux relatifs aux droits de l'homme et que ces publications sont distribuées à tous les organismes publics et établissements d'enseignement et aux ONG qui demandent à les recevoir. Le Ministère des affaires étrangères a annoncé récemment que son site Web comportait désormais un lien avec les rapports du Gouvernement à tous les organes chargés de s'occuper des droits de l'homme, dont le texte était affiché en macédonien et en anglais.

44. Malheureusement, le Gouvernement a peu d'expérience pour ce qui est d'associer la société civile à l'élaboration de ces rapports, et ses tentatives des années précédentes à cet égard n'ont guère été couronnées de succès. En décembre 2007, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, le Ministère des affaires étrangères et l'équipe de pays des Nations Unies ont organisé un atelier sur le thème « Obligations redditionnelles à l'égard des organes conventionnels des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme : questions d'intérêt commun et moyens d'améliorer l'établissement des rapports nationaux ». L'atelier a suscité beaucoup d'intérêt et une série de consultations est prévue. Il a été décidé qu'il y avait déjà suffisamment de mécanismes qui permettaient d'associer la société civile à l'élaboration des rapports, et qu'il valait mieux inviter les ONG à formuler des commentaires sur les observations finales des organes des Nations Unies en question. Cette initiative en est encore à son premier stade, mais une ONG nationale assure déjà le suivi de l'application des observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes relatives au rapport unique (valant premier, deuxième et troisième rapports périodiques) que le pays lui a présenté (CEDAW/C/MKD/CO/3).

45. **M<sup>me</sup> Wedgwood** note que, selon la réponse de la délégation à la question 13, les personnes déplacées de la région de Lipkovo ont rejeté l'offre du Gouvernement de réparer leur maison ou de la reconstruire lorsqu'elle est détruite parce qu'elles veulent se prévaloir de la possibilité de se faire indemniser au titre des dégâts causés par la crise de 2001. Elle est curieuse de savoir pourquoi les deux mesures semblent s'exclure mutuellement. Il serait sûrement préférable pour les personnes concernées de se préoccuper de l'indemnisation après avoir fait réparer leur maison. Il est très difficile de subvenir aux besoins d'une famille dans un logement temporaire et il peut se passer des années avant qu'il soit donné

définitivement suite aux demandes d'indemnisation. De plus, la question des personnes déplacées est inextricablement liée à d'autres valeurs consacrées par le Pacte, tel que le droit à la famille.

46. Se référant ensuite à la réponse à la question 21, selon laquelle le Ministère de l'intérieur s'emploie, avec l'aide de plusieurs ONG, à encourager les Roms qui n'ont pas régularisé leur situation à le faire, l'intervenante demande qui a la charge de la preuve dans le cas où un membre de la communauté rom prétend être un national de la République. Si c'est la famille elle-même, elle pourrait être considérée comme apatride.

47. En ce qui concerne l'utilisation des langues minoritaires, l'intervenante se demande si l'État encourage activement les autorités locales à se servir des langues parlées par moins de 20 % de la population comme de langues officielles.

48. Selon la réponse à la question 23, il a été décidé de faire passer le quota des élèves roms de 2,66 % à 4 %, chiffre qui semble très faible. L'intervenante souhaite savoir à ce propos s'il y a des journaux ou des émissions télévisées en langue rom. Le Gouvernement pourrait aussi souhaiter examiner d'autres moyens plus créatifs de dispenser une éducation aux enfants roms, par exemple en mettant des matériaux éducatifs à leur disposition au moyen d'ordinateurs. Enfin, l'intervenante demande à la délégation s'il est vrai qu'en raison d'un manque d'installations scolaires, certains écoliers turcs sont contraints de se déplacer dans d'autres municipalités pour recevoir un enseignement.

49. **M. Bhagwati** demande des précisions à la délégation au sujet des affrontements entre écoliers macédoniens et écoliers albanais, dus au fait que des cours supplémentaires sont dispensés en albanais, et au sujet du fonctionnement des écoles ethniquement mixtes. Il lui demande également ce qui est fait pour améliorer la coopération entre les deux groupes d'écoliers susmentionnés. Il aimerait par ailleurs savoir quelles mesures ont été prises pour remédier à l'insuffisance des moyens dont disposent les institutions pour intégrer les langues et les cultures minoritaires dans le système éducatif; pour pallier la pénurie d'enseignants de la communauté rom et des autres communautés minoritaires; pour faire baisser le taux d'abandon scolaire chez les enfants roms, en particulier chez les filles; et pour assurer une

répartition équitable des étudiants de toutes les communautés dans les établissements d'enseignement supérieur. À cet égard, la délégation souhaitera peut-être éclairer le Comité sur les allégations selon lesquelles le Gouvernement se heurterait à des difficultés en ce qui concerne le système de quotas qu'il a prévu.

50. Dans les observations finales qu'il a adoptées après avoir examiné le rapport initial de l'État partie (CCPR/C/79/Add.96), le Comité a noté avec préoccupation que la législation restrictive héritée du régime précédent dans divers domaines, notamment l'importation de matériaux imprimés, était toujours appliquée. L'intervenant souhaite savoir si des mesures ont été prises pour remédier à cette situation et, en particulier, si la législation en question a été abrogée.

51. Dans les mêmes observations finales, le Comité s'est dit préoccupé par le fait que la présence des minorités dans les institutions politiques, administratives, culturelles et autres restait très inférieure à ce qu'elle devrait être compte tenu de l'importance numérique de ces minorités dans la population. Il semblerait, d'après les déclarations faites précédemment par la délégation, que la question a été réglée.

52. En ce qui concerne la liberté de religion (art. 18 du Pacte), l'intervenant demande si la nouvelle loi sur le statut juridique des Églises, des communautés religieuses et des groupes religieux remplacera la loi précédente et si les distinctions précédemment établies entre communautés religieuses ont été supprimées.

53. Enfin, il souhaite savoir si des mesures ont été prises comme suite à l'adoption de la législation susmentionnée sur les dénationalisations, si un dispositif a été mis en place pour en faire appliquer les dispositions, dans quelles circonstances un bien sera restitué à son propriétaire initial et combien de biens ont déjà été restitués à leurs propriétaires initiaux.

54. **M. O'Flaherty** se félicite des statistiques précises et encourageantes concernant la réduction du nombre des affaires judiciaires en souffrance (réponse à la question 15) mais demande des précisions sur les mesures de lutte contre la corruption dans le système judiciaire.

55. Il se félicite des mesures prises au sujet de l'enseignement dans les langues minoritaires, en particulier de la mesure permettant d'étudier les

langues et cultures roms, vlachs et bosniaques à titre facultatif (réponse à la question 23). Mais il se demande si deux heures de cours par semaine suffiront. Il souligne que les groupes minoritaires veulent moins étudier leur langue que recevoir un enseignement dans cette langue. Il se félicite que le Gouvernement ait préconisé de ne pas regrouper les enfants roms dans des classes distinctes mais il se demande s'il ne serait pas mieux d'interdire une telle ségrégation. Il demande également à la délégation de répondre aux allégations selon lesquelles les enfants roms sont souvent harcelés par leurs camarades et les enseignants. Il souhaite savoir si le Gouvernement envisage d'adopter une législation antidiscriminatoire complète.

56. Relativement à la diffusion des informations relatives au Pacte et au Protocole facultatif (art. 2), l'intervenant demande si les rapports de l'État partie et les observations finales du Comité ont été traduits dans les langues minoritaires, diffusés dans les bibliothèques publiques et déposés à la bibliothèque du Parlement et, dans la négative, si le Gouvernement envisage de prendre les mesures nécessaires à cette fin.

57. Enfin, compte tenu de la faible représentation des ONG à la présente séance, il demande à la délégation d'informer les ONG du pays que le Comité sera heureux de les accueillir à ses prochaines séances.

58. **M<sup>me</sup> Motoc** demande combien il y a eu de poursuites judiciaires au titre de l'article 137 du Code pénal (respect de l'égalité des citoyens). En dépit des nombreuses mesures d'application de la législation, il semblerait que la population soit réticente à saisir les tribunaux et que peu de jugements aient été rendus. L'intervenante souhaite savoir comment le Gouvernement prévoit de sensibiliser les juges et la population à cet égard. Elle aimerait également savoir si les enquêtes sur les irrégularités qui auraient été commises pendant les élections locales d'avril 2005 ont donné des résultats et combien de personnes ont été accusées et sanctionnées.

*La séance est suspendue à 16 h 55 et reprend à 17 h 15.*

59. **M<sup>me</sup> Trencavska** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que le Gouvernement n'établit aucun lien entre la reconstruction des maisons endommagées ou détruites en 2001 et son aide financière aux personnes déplacées. Le fait que les personnes déplacées de la région de Lipkovo aient rejeté son offre de reconstruire leurs maisons ne signifie pas qu'il ne



s'en occupe plus. Il leur verse une aide financière tous les mois tant qu'elles ne sont pas rentrées dans leurs foyers.

60. Pour ce qui est de l'adoption d'une législation antidiscriminatoire, l'intervenante dit qu'une équipe de travail spéciale constituée de représentants des pouvoirs publics et d'ONG a été chargée d'analyser la législation existante et la situation des pays de la région et d'autres pays. Ce mois-ci précisément, le Gouvernement a commencé à établir un projet de texte prévoyant l'instauration de mécanismes de protection contre la discrimination pour divers motifs, dont l'âge, l'appartenance ethnique, la race, l'orientation sexuelle et le handicap. Si tout se passe comme prévu, le projet de texte sera présenté au Gouvernement d'ici à septembre 2008 puis adopté par le Parlement avant la fin de l'année.

61. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que le Ministère de la justice a établi un projet de loi relatif à la pratique et à l'expression de la culture et des traditions des minorités ethniques composant moins de 20 % de la population. Il espère que le Gouvernement accordera toute l'attention nécessaire à ce projet, qui améliorera la situation des droits de l'homme de toutes les communautés.

62. **M. Zafirovski** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que le Gouvernement ne remet aucunement en cause la citoyenneté des Roms sans papiers, vu qu'ils n'auraient pas été en mesure d'entrer dans le pays s'ils n'avaient pas eu de pièces d'identité. Il se préoccupe plutôt de voir comment il peut les encourager à régulariser leur situation. Le problème est aggravé par le fait que les campagnes d'information n'ont simplement trouvé aucun écho parmi eux, parce qu'ils mènent une existence nomade et ont peu d'accès à la télévision ou aux journaux ou n'y ont même parfois aucun accès. L'intervenant est d'avis que les ONG pourraient aider le Gouvernement à convaincre les Roms de l'intérêt qu'ils ont à acquérir la citoyenneté du pays.

63. **M. Azizi** (ex-République yougoslave de Macédoine), se référant aux émissions des médias dans les langues minoritaires, dit que la plupart des émissions de la deuxième chaîne de la télévision publique proposent des émissions en langue rom et que sur les autres chaînes et les autres stations de radio, il y a des émissions en langue albanaise, surtout, mais aussi dans les langues turque, bosniaque, vlach, rom et serbe.

Il n'y a pas de journal rom parce que la transcription phonétique de la langue n'a pas encore été normalisée.

64. En ce qui concerne les questions d'éducation, les quotas d'inscription des élèves appartenant à des minorités dans les universités publiques sont des quotas minimum et, de toute façon, le quota de 4 % est souvent impossible à atteindre parce qu'il n'y a pas suffisamment d'élèves diplômés de l'enseignement secondaire parmi les élèves en question. Le principal obstacle au recrutement d'enseignants de la communauté rom est l'absence d'enseignants qualifiés. C'est pourquoi l'une des priorités du plan d'action du Ministère de l'éducation et de la science est de créer une section de formation en langue rom dans les centres de formation des enseignants. Il est certain que les deux heures d'étude hebdomadaires dans les langues minoritaires ne suffisent pas mais le plan d'action devrait améliorer la situation dans ce domaine également.

65. Il a été remédié au problème des taux d'abandon scolaire chez les filles, roms et turques en particulier, après le cycle d'enseignement primaire, en rendant l'enseignement secondaire obligatoire, en imposant des amendes aux parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école et en menant une vaste campagne d'information. Quant aux écoliers vlachs et turcs contraints de se rendre dans d'autres municipalités pour recevoir un enseignement secondaire, le Gouvernement leur a fourni un logement. Il y a eu effectivement des affrontements entre écoliers albanais et écoliers d'autres minorités ethniques, mais dans la seule municipalité de Struga. Le Gouvernement tente de régler le conflit rapidement, non pas en regroupant les écoliers par ethnie, mais plutôt en travaillant en collaboration avec les parents, les écoliers concernés et les établissements. À Skopje, par exemple, où la population scolaire est très souvent mélangée, il n'y a pas eu de tensions.

66. Conformément à la politique du Ministère de l'éducation et de la science, un cours d'instruction civique est dispensé dans les écoles à la fin du cycle d'enseignement primaire et au début du cycle d'enseignement secondaire. Il traite de questions telles que les droits de l'homme, la démocratie, le rôle du citoyen et des médias dans la société et de la nécessité de faire preuve de tolérance et de coopération, ce qui permet d'inculquer l'esprit critique aux écoliers et de les informer des questions d'intérêt national et mondial.

67. **M<sup>me</sup> Geleva** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que le projet « Éducation pour tous », qui est financé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), vise principalement à scolariser les enfants roms très tôt en leur faisant fréquenter l'école maternelle, pour qu'ils n'abandonnent pas leurs études ultérieurement, et à déterminer les causes des abandons scolaires, en particulier dans les écoles multiethniques. Le Gouvernement prévoit également l'organisation de nombreuses activités extrascolaires destinées particulièrement aux Roms et élabore d'autres projets éducatifs et culturels avec l'Agence européenne pour la reconstruction. L'intervenante ajoute qu'aucune restriction n'est imposée à l'importation de publications et de journaux étrangers.

68. Comme suite aux irrégularités électorales observées en 2005 par de nombreux observateurs internationaux, les conseils électoraux ne sont plus simplement composés de représentants des partis politiques et d'un juge et comprennent désormais des professionnels de tous les secteurs et des administrateurs publics. Toutes les élections qui se sont tenues après 2005 se sont déroulées normalement.

69. Depuis 2000, quelques plaintes pour discrimination raciale ont été déposées au titre de l'article 137 du Code pénal mais aucune des affaires correspondantes n'a encore été jugée. La population ignorant généralement cette possibilité de recours, le Gouvernement s'efforce de l'informer de ses droits. On peut dire cependant qu'elle est de plus en plus sensibilisée aux violations des droits de l'homme et qu'elle s'implique désormais dans le règlement des questions qui se posent. L'intervenante se fera un plaisir de transmettre le message de M. O'Flaherty aux ONG du pays. Des exemplaires des rapports périodiques et des observations finales seront déposés dans la bibliothèque parlementaire qui vient d'être créée. Quant à la traduction des textes, le problème est l'absence de ressources humaines et financières.

70. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que la nouvelle loi sur le statut juridique des églises, des communautés religieuses et des groupes religieux prendra effet en mai en 2008 et rendra caduques bon nombre des dispositions de l'ancienne loi sur la question. Conformément à la modification relative à la liberté de religion et de culte apportée à la Constitution, la séparation entre l'Église et l'État est maintenue et les confessions orthodoxe,

islamique, catholique, méthodiste évangélique, juive et autres sont déclarées égales devant la loi.

71. La dénationalisation des biens confisqués et leur restitution à leurs anciens propriétaires – ou l'indemnisation financière des biens ne pouvant être restitués – progressent à grand pas et le Ministère des finances les aura menées à bien d'ici à juillet 2008. En ce qui concerne la corruption des magistrats, un juge a déjà été sanctionné, un autre est sous le coup d'une inculpation et plusieurs autres sont en instance de jugement. Le conseil judiciaire, dont les membres ont été récemment nommés et qui a pour mission de surveiller le fonctionnement du système judiciaire, entend prendre toutes les mesures appropriées prévues par la loi pour lutter contre la corruption.

72. **M<sup>me</sup> Wedgwood** observe que le Gouvernement n'a pas pu s'en remettre aux ONG pour ce qui est de la régularisation du statut mais dit qu'il devrait suivre leurs méthodes et dépêcher des équipes mobiles là où il y a des personnes sans papiers, car celles-ci ne se rendront jamais d'elles-mêmes dans les mairies. Quant aux personnes déplacées, elles ont peut-être eu tort de refuser l'offre que le Gouvernement leur a faite de bonne foi de les reloger, mais celui-ci ferait bien désormais de se montrer particulièrement généreux s'il veut que ces personnes et leurs enfants se réinstallent.

73. **M. O'Flaherty** dit que le débat avec la délégation de l'ex-République yougoslave de Macédoine a été l'un des plus ouverts, des plus constructifs et des plus utiles auxquels il ait pu participer au sein du Comité.

74. **Le Président** dit que le Comité reconnaît que l'État partie a progressé dans de nombreux domaines et, en particulier, qu'il a fait preuve de détermination pour renforcer la stabilité institutionnelle du pays et moderniser son système judiciaire. Bon nombre des réformes entreprises étant très récentes, il est bien sûr trop tôt pour en évaluer les incidences concrètes dans des domaines qui sont tous importants. C'est une bonne chose qu'un médiateur ait été nommé mais cela ne doit pas empêcher la création d'un organe national de défense des droits de l'homme, dont de nombreux États de la région ont pu apprécier la grande utilité. La lutte contre la corruption, en particulier, est une entreprise de longue haleine qui nécessite une action éducative et un changement de perspective radical.

75. Les membres du Comité se sont dits préoccupés par un certain nombre de questions, à savoir : la réticence très sensible de la population à témoigner

dans les affaires de viol; la pleine acceptation de la notion d'amnistie et des obligations qu'elle entraîne, dont l'indemnisation des victimes de violation des droits de l'homme; et l'existence d'un certain nombre de cas où des disparitions et des enlèvements sont apparemment restés impunis et où il n'est pas certain que le Gouvernement ait pris toutes les mesures souhaitables. Le Comité attend avec intérêt de recevoir davantage d'informations sur les résultats des enquêtes relatives aux irrégularités qui ont entaché les élections de 2005.

76. L'un des importants progrès qui ont été faits est la dépénalisation de certaines activités menées en particulier par les journalistes, qui affermit la liberté de parole. Le Gouvernement a également reconnu qu'il importe de protéger les minorités dans un pays essentiellement multiethnique et a pris la mesure du problème, qui nécessite d'établir un équilibre entre l'aspiration à l'unité nationale et la protection de tous les droits des minorités. Le Président espère que la publicité donnée au Pacte aidera à faire progresser les droits de l'homme dans le pays.

77. **M. Manevski** (ex-République yougoslave de Macédoine) dit que les observations et les encouragements du Comité sont une incitation à améliorer encore la situation des droits de l'homme, comme il convient à une société démocratique de le faire. Le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine ne ménage aucun effort pour répondre à tous les critères d'admission à l'Union européenne et modifie sa législation en conséquence. L'intervenant espère qu'il parviendra à modifier la mentalité de la population, parce que les citoyens ont le droit de vivre dans un État où le droit est respecté. En hommage au Comité, il lui présente un ouvrage qu'il a écrit au sujet de la lutte contre la corruption.

78. **Le Président** dit que c'est avec plaisir qu'il placera cet ouvrage dans la bibliothèque du Comité.

*La séance est levée à 18 h 5.*